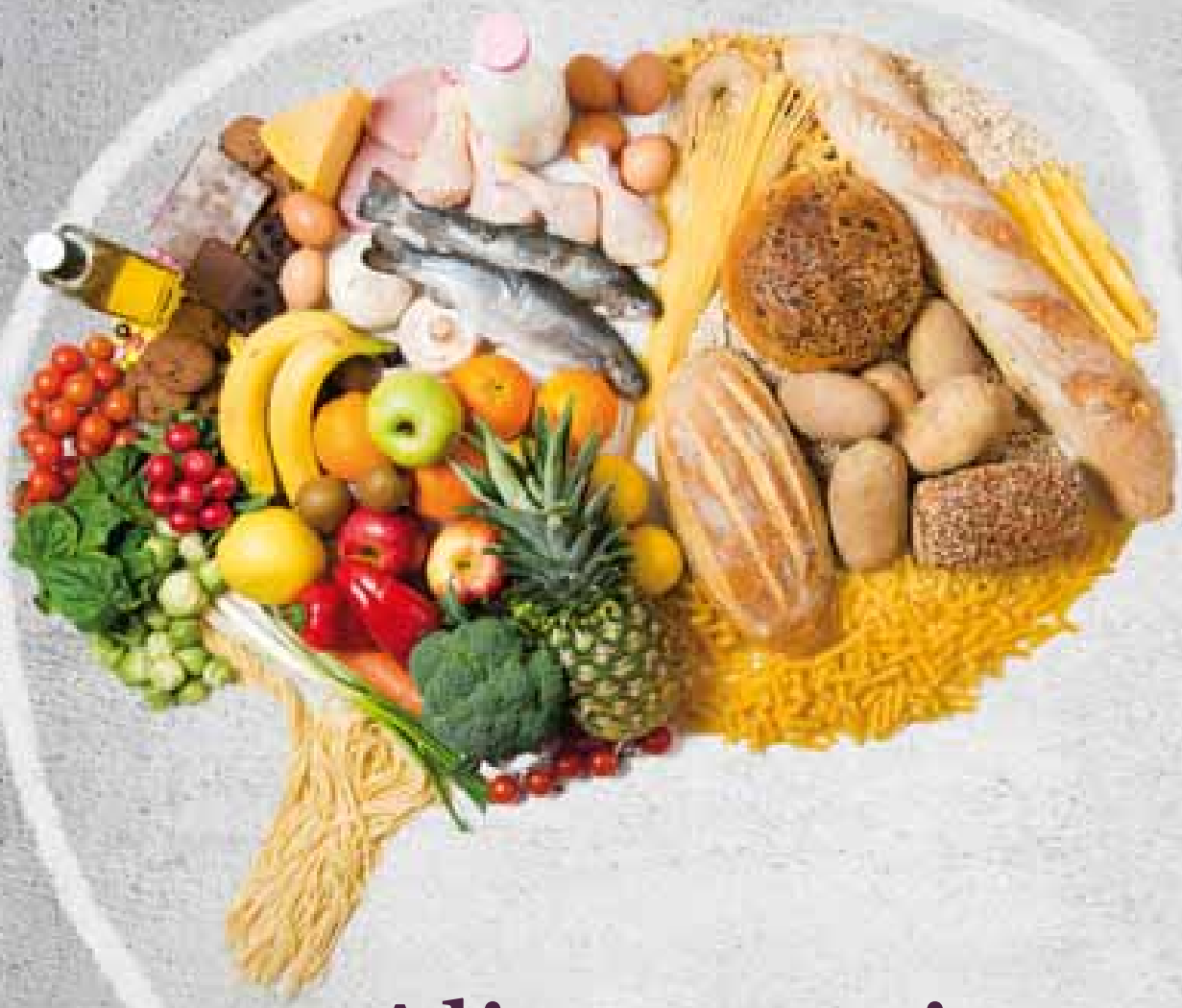
les dossiers
d'**AGROPOLIS**
INTERNATIONAL
Compétences de la communauté scientifique en région Languedoc-Roussillon



Alimentation, Nutrition, Santé

Numéro 18

Agriculture urbaine et risque alimentaire à Madagascar

Plusieurs institutions du Nord (Cirad, Inra, IRD) et de Madagascar (université d'Antananarivo : département de Géographie, faculté des Sciences, École Supérieure des Sciences Agronomiques, Centre National de la Recherche Appliquée au Développement Rural, Institut Pasteur de Madagascar) se sont associées pour étudier le développement territorial de l'agriculture urbaine à Antananarivo. Ces travaux ont été menés dans le cadre de deux projets de recherche consécutifs financés par le ministère des Affaires étrangères (MAE) : « Analyse de la durabilité de l'agriculture dans l'agglomération d'Antananarivo » (ADURAA, 2002-2007), « Qualités sanitaire et nutritionnelle du cresson et autres légumes-feuilles approvisionnant Antananarivo » (QUALISANN, 2007-2011).

Le projet QUALISANN, coordonné par l'UMR ART-Dev, a étudié les relations entre les spécificités du territoire urbain, les pratiques humaines et les modes de gestion des externalités associées. L'analyse a porté sur les formes de production agricole dans les bas-fonds de la ville, la qualité sanitaire de l'eau d'irrigation et du produit, les filières de commercialisation, les perceptions des consommateurs et la gestion de la qualité du cresson. Cette ressource a été choisie en raison de l'importance locale de sa production (en 2008 : 68 hectares sur 37 sites, 40 000 tonnes environ, revenus pour près de 300 familles) et de sa consommation (30,2 % des ménages de la capitale en consomment au moins une fois par semaine) et des multiples risques sanitaires auxquels elle est associée. Ces risques sont liés à la localisation des parcelles et aux comportements des acteurs de la filière, pouvant compromettre l'aptitude du cresson à être consommé et porter atteinte à la santé des urbains (culture dans des eaux usées, surdosage en intrants, entassement dans des véhicules mal lavés, etc.).

Les chercheurs ont montré un cas original d'adaptation de la gestion du risque alimentaire aux conditions des pays du Sud (institutions publiques défaillantes, acteurs privés et marché peu réactifs, faible pouvoir d'achat, absence d'action collective des consommateurs). Cette gestion ne relève pas ici uniquement de la responsabilité de l'État ou de certaines institutions macro-sociales comme au Nord, mais implique surtout les consommateurs individuels dont les pratiques ont fortement évolué pour faire face à la situation (lavage et cuisson du produit).

Contact : Marie-Hélène Dabat, marie-helene.dabat@cirad.fr

▼ *Cohabitation à risques entre la ville et l'agriculture.*

© M.-H. Dabat